

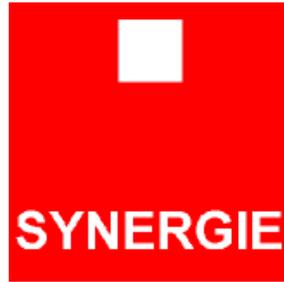
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 30 JUIN 2015

SYNERGIE



**GESTION
GLOBALE
DES
RESSOURCES
HUMAINES**





SOMMAIRE

- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU GROUPE**

- COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2015**

- ATTESTATION DU RESPONSABLE**

- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU GROUPE AU 30 JUIN 2015

Le Conseil d'Administration de SYNERGIE, réuni le 9 septembre 2015 sous la présidence de M. Daniel AUGEREAU, a arrêté les comptes consolidés du premier semestre 2015.

Les procédures d'examen limité sur les comptes semestriels ont été effectuées. Le rapport d'examen limité est en cours d'émission.

I. Chiffres clés du premier semestre 2015

En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014 (1)	variation
Chiffre d'affaires	859.012	793.867	8,2%
Résultat opérationnel courant (2)	38.860	33.992	14,3%
Résultat opérationnel	37.741	32.683	15,5%
Résultat financier	1.385	47	
Résultat avant impôt	39.125	32.730	19,5%
Impôts sur le résultat (3)	(13.071)	(10.672)	22,5%
Résultat net de l'ensemble consolidé	26.055	22.058	18,1%

(1) après application IFRIC 21

(2) avant amortissement et dépréciation des incorporels

(3) dont CVAE 6M€

II. Evolution du périmètre

Au cours du semestre, il n'y a pas eu de variation du périmètre de consolidation.

III. Comptes consolidés du premier semestre 2015

Les comptes sont présentés en normes IFRS.

L'ensemble des documents composant les comptes semestriels sont présentés en milliers d'euros.

III.1 Chiffre d'affaires

Avec un réseau de 600 agences et grâce à une forte présence internationale dans 15 pays en Europe, au Canada et en Australie, le Groupe SYNERGIE a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 859M€ au cours du 1^{er} semestre, en hausse de 8,2% par rapport à la même période en 2014, à périmètre constant. L'excellente croissance à l'étranger (+15,4% sur le semestre), conjuguée à la progression observée en France (+2,2%) ont contribué à ce résultat.

SYNERGIE continue ainsi de surperformer l'ensemble de ses marchés en s'appuyant sur des offres innovantes : OpenCenters, Agences d'emplois tertiaires et High-Tech, Global Cross Sourcing (détachement international de compétences), hyperspécialisation dans l'aéronautique avec Synergie.aero.

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit :

En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014	variation
France	443.581	433.892	2,2%
Belgique	94.834	82.737	14,6%
Autres Europe Nord et Est	125.160	113.852	9,9%
Italie	102.967	83.082	23,9%
Espagne, Portugal	75.421	65.251	15,6%
Canada, Australie	17.049	15.054	13,3%
TOTAL	859.012	793.868	8,2%

L'évolution par trimestre étant la suivante :

En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014	variation
Chiffre d'affaires du 1er trimestre	401.291	373.106	7,6%
Chiffre d'affaires du 2ème trimestre	457.721	420.762	8,8%
TOTAL	859.012	793.868	8,2%

France

Tout comme en 2014, l'activité du Groupe, en France a été particulièrement portée par le développement de l'aéronautique et la montée en puissance des OpenCenters.

Europe du Nord et de l'Est

La croissance de cette zone géographique a été significative sur la quasi-totalité des pays la constituant, dépassant même 15% sur l'ensemble du Benelux.

Il n'y a pas eu d'inflexion significative d'un trimestre à l'autre, l'activité progressant de 12% globalement sur la zone.

Europe du Sud

La croissance est forte sur les trois pays constituant cette zone, avec un pic à +24% sur l'Italie.

L'Espagne et le Portugal, dont les bases 2014 étaient nettement plus élevées, continuent à surperformer leur marché local.

Canada, Australie

Hors Europe, les implantations de SYNERGIE ont globalement progressé de 13% grâce au développement des services tertiaires au Canada, le développement attendu de l'Australie étant notamment lié à un projet d'infrastructure sur la région de Perth.

III.2 Résultat opérationnel courant

Au cours du semestre, dans un contexte toujours fortement concurrentiel SYNERGIE affiche un résultat opérationnel en nette progression, tant en France qu'à l'International grâce notamment à la contribution des filiales étrangères, dont la part dans le chiffre d'affaires consolidé atteint 49%.

En France, l'impact des investissements réalisés (ouverture d'OpenCenters, renforcement des expertises, lancement de nouvelles agences), conforté par l'effet du CICE, ont permis d'améliorer partiellement les marges, et de poursuivre la mise en place de moyens supplémentaires dans la formation et le recrutement d'experts.

A l'International, la croissance du résultat a été particulièrement forte sur les filiales les plus importantes (Belgique, Italie) où des investissements importants avaient été réalisés en 2014, tant au niveau des expertises que des outils dédiés améliorant les services proposés et leur valeur ajoutée.

Ainsi, le résultat opérationnel courant (avant amortissement et dépréciation des incorporels liés aux acquisitions) ressort à 38.860K€ au 30 juin 2015 et se ventile comme suit :

En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
France	27.717	25.274
Belgique	5.447	3.345
Autres Europe Nord et Est	1.583	2.565
Italie	2.921	1.717
Espagne, Portugal	1.205	765
Canada, Australie	(13)	326
TOTAL	38.860	33.992

(1) après application IFRIC 21

La marge opérationnelle courante progresse ainsi à 4,5% du chiffre d'affaires (contre 4,3% pour le 1^{er} semestre 2014).

En France, les investissements réalisés (lancement de la nouvelle offre de services, renforcement des expertises, développement des outils IT), en partie financés par le CICE, ont permis d'améliorer sensiblement les marges.

A l'International les filiales ayant procédé les années antérieures à des investissements significatifs, destinés à améliorer les services proposés et leur valeur ajoutée, ont principalement contribué à optimiser ce résultat. Les performances de la Belgique et de l'Italie sont ainsi en forte amélioration.

La sinistralité client s'est améliorée significativement, notamment en France, avec une maîtrise du crédit client sur l'ensemble des zones, les dépréciations clients se limitant en conséquence à 0,27% du chiffre d'affaires.

Les amortissements (2.675K€) sont en hausse par rapport à 2014, traduisant les investissements réalisés, principalement en informatique.

III.3 Résultat opérationnel

Les amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions permettent d'expliquer le passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel qui s'élève à 37.741K€ (contre 32.683K€ en 2014).

Les amortissements se sont élevés à 921K€, contre 1.072K€ en 2014 ; Aucune dépréciation n'ayant été constatée au cours de ces périodes.

III.4 Résultat financier

Le coût de l'endettement financier net s'est réduit à 469K€ contre 648K€ en 2014, soit un niveau de l'ordre de 0,05% du chiffre d'affaires, la dette financière brute du Groupe étant proche du niveau de décembre 2014.

Les autres produits et charges financiers s'élèvent à 1.854K€ contre 696K€ en juin 2014 ; Cette évolution fortement positive est liée au cours des devises à la date de clôture, et principalement à celui de la livre sterling.

Il en ressort un résultat financier positif de 1.385K€ contre 47K€ au 1^{er} semestre 2014.

III.5 Résultat net

Le résultat net consolidé de la période atteint 26.055K€ en hausse de 16% par rapport à 2014 ; il découle des éléments développés précédemment et de la charge d'impôt.

Celle-ci intègre en France la CVAE, qui s'est élevée à 6.003K€ sur les six premiers mois de l'exercice (5.950K€ en 2014).

IV. Structure financière

En milliers d'euros	Montants		
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
Capitaux propres	289.685	270.630	241.122
Trésorerie nette des soldes bancaires	34.101	41.369	724
Endettement financier net	(14.071)	(13.902)	(11.351)
Trésorerie nette de tout endettement (1)	20.030	27.467	(10.627)
Capacité d'autofinancement (2)	43.259	45.493	33.914
Investissements "industriels" (3)	3.417	5.465	5.192

1) Trésorerie nette de 50 750 en intégrant le CICE 2014 mobilisable

2) Capacité d'autofinancement de juin 2015 retraitée du CICE 2014 mobilisable

3) Y compris locations financement et hors investissements immobiliers

La surperformance de l'activité de SYNERGIE a permis de renforcer sa structure financière, les éléments suivants étant mis en évidence :

- Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 289,7M€ (dont part du groupe 287,6M€) ; le résultat net de 26,1M€ et la distribution de dividendes (9,8M€) expliquent la variation par rapport à leur solde à la clôture de l'exercice précédent (270,6M€) ;
- La trésorerie nette des soldes bancaires, soit 34,1M€ a fortement progressé par rapport à la situation au 30 juin 2014, où elle s'élevait à 0,7M€ ;

Nette de tout endettement elle est désormais largement positive : +20 M€ soit +50,7 M€ en intégrant le CICE 2014 mobilisable ;
- La capacité d'autofinancement s'élève à 43,3M€ (y compris créance CICE 2014 mobilisable à très court terme) ;

Cette situation financière solide offre ainsi au Groupe les moyens nécessaires pour poursuivre le déploiement de son réseau d'agences et réaliser de nouvelles acquisitions, tant en France qu'à l'Étranger.

La cession potentielle de la créance CICE 2014 peut également avoir un effet bénéfique très significatif sur la trésorerie (+30,7M€).

Au 30 juin 2015, SYNERGIE SA détenait 361 342 de ses propres actions, dont 8 879 dans le cadre du contrat de liquidité et 352 463 dans celui du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale du 17 juin 2015.

V. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants

V.1 Risques économiques généraux

La reprise attendue de l'économie européenne doit avoir une incidence significative sur le marché de l'intérim, sensible à toute inflexion de la croissance.

En France, la croissance du nombre d'intérimaires détachés par la profession reste, à fin juin 2015 en données cumulées corrigée des jours ouvrés à un niveau de l'ordre de 2,5%, selon le syndicat professionnel (PRISME), avec un effet prix relativement faible (+0,5% en chiffre d'affaires).

V.2 Risque client

Le Groupe SYNERGIE conserve son indépendance vis-à-vis de ses clients, seul l'un d'entre eux contribuant au chiffre d'affaires consolidé pour plus de 1%.

L'activité généraliste, le "mix" PME PMI / Grands Comptes (60% / 40%) et la répartition du chiffre d'affaires inter-secteurs sont également des éléments favorables à l'évolution du Groupe.

V.3 Environnement législatif

La Directive Européenne relative au Travail Temporaire a été adoptée définitivement en octobre 2008 par le Parlement Européen, avec un délai de transposition dans les états membres arrêté au 5 décembre 2011. Ce texte vise à assurer la protection des travailleurs temporaires en respectant le principe de l'égalité de traitement.

Il conduit à garantir un niveau minimum de protection effective aux employés intérimaires et à mieux valoriser notre activité dans certains Etats, ce qui est globalement favorable au Groupe SYNERGIE.

Des négociations entre gouvernements et partenaires sociaux se sont poursuivies et finalisées depuis décembre 2011, certaines se traduisant par de nouvelles avancées favorables à nos métiers.

En France, de nouvelles législations ont été promulguées en 2013, principalement sur deux points :

- le Crédit Impôt Compétitivité et Emploi basé sur un pourcentage des salaires ne dépassant pas 2,5 fois le minimum légal, destiné à la formation, aux investissements et autres initiatives afin de promouvoir l'emploi et d'améliorer la compétitivité. Ce crédit d'impôt s'est appliqué aux salaires versés à compter du 1^{er} janvier 2013 ; le pourcentage étant de 6% à compter depuis le 1^{er} janvier 2014 ;
- le CDI intérimaire, qui doit renforcer l'attractivité de l'intérim pour les cadres et agents de maîtrise et dont l'effet n'est pas apparu significatif jusqu'à présent.

V.4 Risque de change

L'activité réalisée hors zone euro représente 12,3% du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2015.

Cette évolution, ainsi que les prêts de SYNERGIE accordés aux sociétés concernées ont un impact sur le compte de résultat du Groupe, avec une sensibilité particulière liée à la livre sterling, et ont conduit les filiales à recourir à des financements localement.

V.5 Risque de taux

L'intégralité des emprunts en cours de remboursement au 30 juin 2015 a été souscrite à taux fixe. Compte tenu de la baisse significative des taux en 2014, ceux afférents aux emprunts les plus significatifs ont été renégociés début 2015.

Le taux moyen des intérêts relatifs aux emprunts du Groupe s'est élevé à 2,80% en 2015.

VI. Evolution prévisible au cours de l'exercice

Les effectifs détachés chaque jour ont franchi le cap de 50.000 employés en mission auprès de la clientèle (équivalent temps plein) dès le mois de mai, avec un pic historique de plus de 56.000 en Juillet.

Le second semestre devrait permettre d'améliorer les performances du Groupe, sous l'effet de la saisonnalité traditionnelle de l'activité, la maîtrise des coûts et les investissements significatifs réalisés.

Fort de ses performances et de sa solidité financière, le Groupe SYNERGIE entend poursuivre sa croissance sur le second semestre et renouvelle son objectif de réaliser un chiffre d'affaires en hausse de près de 10% sur l'année 2015 en améliorant sa rentabilité.

VII. Principales transactions entre parties liées

Aucune transaction entre parties liées n'a influé significativement sur la situation financière ou le compte de résultat consolidé de SYNERGIE.

VIII. Evènements postérieurs à la clôture du semestre

Aucun évènement important postérieur à la clôture et susceptible de remettre en cause les comptes du premier semestre 2015 n'est survenu.

IX. Calendrier des publications financières 2015

L'information financière au 30 septembre 2015 sera communiquée le 21 octobre 2015 (après Bourse).



SYNERGIE

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

AU 30 JUIN 2015

BILAN AU PREMIER SEMESTRE 2015

Actif	Notes	30/06/2015	31/12/2014
En milliers d'euros	N°		
Ecarts d'acquisition	3.1	76.702	74.149
Autres immobilisations incorporelles	3.1	13.204	14.269
Immobilisations corporelles	3.2	29.720	29.171
Actifs financiers non courants	3.3	48.766	35.336
Impôts différés actifs	5.2	1.759	2.277
Actifs non courants		170.150	155.203
Créances clients	3.4	419.299	386.333
Autres créances	3.5	25.012	24.095
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6	59.045	67.112
Actifs courants		503.356	477.541
Total de l'Actif		673.506	632.744
Passif	Notes	30/06/2015	31/12/2014 (*)
En milliers d'euros	N°		
Capital social		121.810	121.810
Primes d'émission et de fusion			-
Réserves et report à nouveau		140.005	95.929
Résultat consolidé		25.797	50.952
Intérêts minoritaires		2.073	1.939
Capitaux propres	3.7	289.685	270.630
Provisions et dettes pour avantage du personnel	3.9	5.061	5.723
Dettes financières non courantes	3.8	10.771	11.048
Impôts différés passifs	5.2	3.884	4.067
Passifs non courants		19.716	20.839
Provisions pour risques et charges courantes	3.9	1.547	1.590
Dettes financières courantes	3.8	3.300	2.854
Concours bancaires courants	3.8	24.944	25.743
Dettes fournisseurs	3.10	10.840	11.418
Dettes fiscales et sociales	3.11	311.886	292.237
Autres dettes	3.11	11.589	7.433
Passifs courants		364.106	341.275
Total du Passif		673.506	632.744

(*) après application IFRIC 21

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes N°	30/06/2015	30/06/2014 (*)
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.1	859.012	793.868
Autres produits		613	441
Achats consommés		(48)	(27)
Charges de personnel	4.3	(767.373)	(711.384)
Charges externes		(30.163)	(27.239)
Impôts, taxes et versements assimilés		(18.252)	(17.057)
Dotations aux amortissements		(2.675)	(2.378)
Dotations aux provisions		(2.032)	(2.110)
Autres charges		(222)	(121)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT AVANT DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES INCORPORELS	4.2	38.860	33.992
Dotations aux amortissements des incorporels, liées aux acquisitions		(921)	(1.072)
Dépréciation des incorporels liée aux acquisitions		-	-
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		37.939	32.920
Autres produits et charges opérationnels		(198)	(237)
RESULTAT OPERATIONNEL	4.2	37.741	32.683
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		308	255
Coût de l'endettement financier brut		(777)	(903)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	4.4	(469)	(648)
Autres produits et charges financiers	4.4	1.854	696
Quote part des sociétés mises en équivalence		-	(1)
RESULTAT NET AVANT IMPÔT		39.125	32.730
Charge d'impôt	5	(13.071)	(10.673)
RESULTAT NET CONSOLIDE	4.2	26.055	22.057
Part du groupe		25.797	21.911
Intérêts minoritaires		258	146
Résultat par action (en euro) (**)		1,07	0,91
Résultat dilué par action (en euro) (**)		1,07	0,91

(*) après application IFRIC 21

(**) rapporté à 24 362 000 actions

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	30/06/2015	30/06/2014 (*)
Résultat net	26.055	22.057
Profits et pertes résultant de la conversion des comptes des filiales étrangères	2.592	714
Résultat sur cession d'actions propres	47	90
Sous total gains et pertes recyclables	2.639	804
Ecarts actuariels nets d'impôt	-	-
Sous total gains et pertes non recyclables	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2.639	804
Résultat global net	28.693	22.861
Part du Groupe dans le résultat global total	28.419	22.702
Part des minoritaires dans le résultat global total	274	159

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2015	30/06/2014 (*)	31/12/2014 (*)
Résultat net consolidé		26.055	22.057	51.363
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		(39)	26	136
Amortissements et provisions	4.2	3.581	3.451	7.345
Autres charges et produits non générateurs de flux à court terme (1)		(13.368)	7.960	(13.444)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement net et impôt (2)		16.228	33.494	45.400
Coût de l'endettement financier	4.4	469	648	945
Charge d'impôts	5,1	13.071	10.930	22.532
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt		29.768	45.073	68.877
Impôts exigibles	5,1	(13.423)	(10.776)	(22.987)
Variation du besoin en fonds de roulement	6	(11.359)	(27.695)	4.457
FLUX DE TRESORERIE NET GENERE PAR L'ACTIVITE		4.985	6.602	50.348
Acquisitions d'immobilisations		(2.019)	(4.096)	(7.330)
Cessions d'immobilisations		179	111	265
Incidence des variations de périmètre (et complément de prix)		(72)	(101)	(101)
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(1.912)	(4.086)	(7.165)
	3.7	(9.600)	(7.207)	(7.207)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(180)	(371)	(377)
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées		118	10	(402)
Rachat d'actions propres		341	1.570	3.897
Emissions d'emprunts	3.8	(551)	(377)	(2.010)
Remboursements d'emprunts	3.8	(469)	(648)	(945)
Coût de l'endettement financier net	4.4	(469)	(648)	(945)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(10.341)	(7.023)	(7.043)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		(7.267)	(4.507)	36.139
Trésorerie à l'ouverture	3.8	41.370	5.231	5.231
Trésorerie à la clôture	3.8	34.103	724	41.370

(1) créance CICE 2015 non imputable en 2016, après déduction de la part de la créance CICE 2014 imputable en 2016

(2) soit 43.2559 K€ en juin 2015 en intégrant le CICE 2014 mobilisable

(*) après application IFRIC 21

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total part Groupe	Intérêts mineoritaires	Total
Situation au 01/01/2014	121.810	7.645	(3.215)	95.839	1.933	224.012	1.882	225.894
Affectation du résultat n-1		1.798		(1.798)		-		-
Dividendes				(7.207)		(7.207)	(377)	(7.584)
Opérations sur titres auto-détenus			(402)		80	(322)		(322)
Résultat net global de l'exercice				50.952		50.952	412	51.363
Ecart de conversion					1.469	1.469	23	1.492
Autres variations				(57)	(157)	(214)		(214)
Situation au 31/12/2014	121.810	9.443	(3.617)	137.729	3.326	268.691	1.939	270.630
Situation au 01/01/2015	121.810	9.443	(3.617)	137.729	3.326	268.691	1.939	270.630
Affectation du résultat n-1		1.798		(1.798)		-		-
Dividendes				(9.600)		(9.600)	(180)	(9.780)
Opérations sur titres auto-détenus			118		47	165		165
Résultat net global de l'exercice				25.797		25.797	258	26.055
Ecart de conversion					2.575	2.575	17	2.592
Autres variations				(17)		(17)	40	23
Situation au 30/06/2015	121.810	11.241	(3.499)	152.111	5.948	287.612	2.073	289.685

(*) après application IFRIC 21

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

NOTE
1

1.1 Contexte général

Les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2015 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration par une délibération en date du 9 septembre 2015.

Il s'agit d'états financiers intermédiaires résumés qui, en conséquence, n'incluent pas toutes les notes requises dans les comptes annuels, mais une sélection de notes explicatives.

Ils ont été arrêtés en conformité avec la norme IAS 34 et avec les règles et les principes d'évaluation prescrits par le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne.

En France, le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi), basé sur un pourcentage des salaires ne dépassant pas 2,5 fois le minimum légal, est destiné à la formation, aux investissements et à d'autres initiatives afin de promouvoir l'emploi et d'améliorer la compétitivité. Ce crédit d'impôt s'applique aux salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2013.

1.2 Principes et méthodes comptables applicables aux comptes

Les principes et méthodes retenus sont ceux décrits dans l'Annexe aux comptes annuels consolidés 2014. La créance CICE 2015, après actualisation, a été comptabilisée en moins des dépenses de personnel.

- **Nouvelles normes et interprétations**

Textes d'application obligatoire pour la première fois par le Groupe à compter du 1er janvier 2015 :

- Interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes », relative à la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible ;
 - Amendements résultant des processus d'améliorations annuelles 2011-2013.
- La première application de l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes » entraîne des impacts sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe, explicités dans la note 1.1.3.

Textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2015 :

- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » ;

- Amendement à la norme IFRS 7, relatif aux informations à fournir dans le cadre de la transition vers la norme IFRS 9 ;
- Amendements aux normes IAS 16 et IAS 38, visant à clarifier les méthodes d'amortissement et de dépréciation acceptables ;
- Amendement à la norme IFRS 11 « Partenariats », visant à clarifier la comptabilisation des acquisitions de participations dans des activités conjointes ;
- Amendements résultant du processus d'améliorations annuelles des normes IFRS 2012-2014 ;
- Amendements aux normes IFRS 10 et IAS 28 visant à préciser le traitement comptable des ventes ou apports d'actifs à une entreprise associée ou une co-entreprise ;
- Amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers : initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel : contribution des membres du personnel à un régime de prestations définies », visant à simplifier la comptabilisation des contributions qui sont indépendantes du nombre d'années de service des salariés ;
- Amendements résultant des processus d'améliorations annuelles 2010-2012.

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, ces normes et amendements de normes sont d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 ou ultérieurement. Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des éventuels effets induits par la première application de ces textes.

- **Changements comptables**

L'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes » évoquée ci-dessus a été publiée en mai 2013 et a été adoptée par l'Union européenne en juin 2014. Elle s'applique pour la première fois au Groupe à compter du 1er janvier 2015.

L'incidence pour le groupe concerne pour l'essentiel le traitement de la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés par les sociétés de droit français ainsi que certaines autres taxes comme la taxe foncière.

Cette interprétation ne permet plus de constater la dette de C3S calculée sur la base du chiffre d'affaires de la période, la charge étant comptabilisée uniquement et pour sa totalité lors de la survenance du fait générateur de la taxe, soit pour la C3S au 1^{er} janvier de chaque année.

La première application d'IFRIC 21 a été traitée, conformément à la norme IAS 8 sur les changements de méthodes comptable et, en conséquence :

La dette comptabilisée au 31 décembre 2014 a été constatée en capitaux propres pour un montant net d'impôt de 899K€, toutes les données comparatives ayant été retraitées d'IFRIC 21.

L'impact sur le résultat net au 30 juin 2015 est une charge complémentaire de 466K€.

NOTE
2

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Il n'y a pas eu de variation de périmètre de consolidation au cours du semestre.

SOCIETES CONSOLIDEES	SIEGE SOCIAL	N° SIREN (1)	% DE CONTRÔLE REVENANT A SYNERGIE		% D'INTERET REVENANT A SYNERGIE (2)		METHODE DE CONSOLIDATION (3)	
			30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
SOCIETE MERE								
SYNERGIE S.A	PARIS 75016	329 925 010						
FILIALES FRANCAISES								
AILE MEDICALE	PARIS 75016	303 411 458	100,00	99,93	100,00	99,93	GLOB	GLOB
SYNERGIE CONSULTANTS	PARIS 75016	335 276 390	100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
DIALOGUE & COMPETENCES	PARIS 75016	309 044 543	100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
INTERSEARCH France	PARIS 75016	343 592 051	100,00	99,98	100,00	99,98	GLOB	GLOB
SYNERGIE INSERTION	PARIS 75016	534 041 355	100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
INFORMATIQUE CONSEIL GESTION	PARIS 75016	317 193 571	100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE PROPERTY	PARIS 75016	493 689 509	100,00	99,99	100,00	99,99	GLOB	GLOB
FILIALE COMMUNE								
I.S.G.S.Y.	PARIS 75016	382 988 076	100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
FILIALES ETRANGERES								
SYNERGIE ITALIA	TURIN Italie		85,00	85,00	85,00	85,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE BELGIUM	ANVERS Belgique		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE s.r.o	PRAGUE République Tchèque		98,85	98,85	98,85	98,85	GLOB	GLOB
SYNERGIE TEMPORARY HELP	PRAGUE République Tchèque		98,00	98,00	98,00	98,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE INTERNATIONAL EMPLOYMENT SOLUTIONS (SIES)	BARCELONE Espagne		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
FILIALES SIES								
SYNERGIE TT	BARCELONE Espagne		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE E.T.T.	PORTO Portugal		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE Travail Temporaire	ESCH/ALZETTE Luxembourg		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE PARTNERS	ESCH/ALZETTE Luxembourg		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE HUNT INTERNATIONAL	MONTREAL Canada		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
ACORN (SYNERGIE) UK	NEWPORT Royaume-Uni		94,67	94,67	94,22	94,67	GLOB	GLOB
SYNERGIE PERSONAL DEUTSCHLAND	KARLSRUHE Allemagne		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE SUISSE	LAUSANNE Suisse		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE HUMAN RESOURCES	SCHIJNDEL Pays-Bas		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB

SOCIETES CONSOLIDEES	SIEGE SOCIAL	N° SIREN (1)	% DE CONTRÔLE REVENANT A SYNERGIE		% D'INTERET REVENANT A SYNERGIE (2)		METHODE DE CONSOLIDATION (3)	
			30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
FILIALE SYNERGIE PRAGUE								
SYNERGIE SLOVAKIA	BRATISLAVA Slovaquie		78,00	33,61	77,10	33,61	GLOB	MEQ
FILIALE SYNERGIE ITALIA								
SYNERGIE HR SOLUTIONS	TURIN Italie		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
FILIALE SYNERGIE TT								
SYNERGIE HUMAN RESOURCES SOLUTIONS	BARCELONE Espagne		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
FILIALE SYNERGIE HRS								
SYNERGIE OUTSOURCING SL	BARCELONE Espagne		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
FILIALE SYNERGIE E.T.T.								
SYNERGIE OUTSOURCING	PORTO Portugal		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
FILIALES ACORN (SYNERGIE) UK								
ACORN RECRUITMENT	NEWPORT Royaume-Uni		100,00	100,00	94,67	94,67	GLOB	GLOB
ACORN LEARNING SOLUTIONS	NEWPORT Royaume-Uni		70,00	70,00	66,27	66,27	GLOB	GLOB
EXXELL	NEWPORT Royaume-Uni		90,00	90,00	85,20	85,20	GLOB	GLOB
ACORN GLOBAL RECRUITMENT	NEWPORT Royaume-Uni		100,00	100,00	94,67	94,67	GLOB	GLOB
CONCEPT STAFFING	NEWPORT Royaume-Uni		100,00	100,00	94,67	94,67	GLOB	GLOB
FILIALES S H R BV								
SYNERGIE LOGISTIEK BV	SCHIJNDEL Pays-Bas		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
SYNERGIE INTERNATIONAL BV	SCHIJNDEL Pays-Bas		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
FILIALE SYNERGIE BELGIUM								
SYNERGIE SERVICES	ANVERS Belgique		100,00	100,00	100,00	100,00	GLOB	GLOB
FILIALE ACORN GLOBAL RECRUITMENT								
SYNACO GLOBAL RECRUITMENT Pty	ADELÂIDE Australie		95,00	95,00	89,93	89,93	GLOB	GLOB

(1) N°SIREN : numéro d'identification au répertoire national des entreprises

(2) Méthode de consolidation : intégration globale soit GLOB en abrégé ou mise en équivalence soit MEQ en abrégé

(3) Les engagements de rachats auprès des actionnaires minoritaires (Acorn UK et ses filiales) n'ont pas été considérés comme des intérêts donnant contrôle dans ce tableau ; par contre ils ont été considérés comme tels dans le bilan

BILAN

NOTE
3

3.1 Immobilisations incorporelles

Pour les actifs incorporels non amortis et les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés, les taux d'actualisation utilisés s'échelonnant entre 8,77% et 11,26% selon les pays.

Ces flux de trésorerie résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe.

Des tests de pertes de valeur ont été effectués au 30 juin 2015 et n'ont pas conduit à des dépréciations. L'augmentation du taux d'actualisation de 0,5% conjointement à une diminution du taux de croissance à l'infini de 1% conduirait à une dépréciation de 0,7M€ qui porteraient sur le pôle Europe du Nord et de l'Est.

Une baisse des *ebit* attendus de 13% conduirait à une dépréciation de 1M€ concernant l'Europe du Nord et de l'Est.

3.1.1 Ecarts d'acquisition

Les variations des écarts d'acquisition figurant au bilan sont les suivantes :

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
Ecarts d'acquisition sur titres	68.085	2.316	-	70.401
Fonds de commerce	6.064	237	-	6.301
Survaleurs nettes	74.149	2.553	-	76.702

L'augmentation des écarts d'acquisition et fonds de commerce concerne exclusivement la variation des taux de conversion pour 2.553K€.

Les écarts d'acquisition intègrent les engagements de rachat de titres de minoritaires dont la contrepartie est inscrite en dettes sur immobilisations pour 1.664K€.

L'augmentation du poste « Fonds commerciaux » s'explique par les variations de taux de conversion.

3.1.2 Autres immobilisations incorporelles

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
Logiciels et licences	7.171	215	314	7.072
Clientèle	27.908	1.063		28.971
Marques	4.802	180		4.982
Droits aux baux	629			629
TOTAL	40.510	1.458	314	41.654

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
Logiciels et licences	5.397	306	69	5.634
Clientèle	13.537	1.479		15.016
Marques	1.236	38		1.274
Droits aux baux	-			-
TOTAL	20.170	1.823	69	21.924

Les variations des dépréciations s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
Logiciels et licences	-			-
Clientèle	4.759	383		5.142
Marques	1.300	72		1.372
Droits aux baux	12			12
TOTAL	6.071	455	-	6.526

Les valeurs nettes s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Logiciels et licences	1.438	1.774
Clientèle	8.813	9.612
Marques	2.336	2.266
Droits aux baux	617	617
TOTAL	13.204	14.269

Les clientèles des sociétés acquises font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilité estimée, les marques étant susceptibles d'être amorties lorsque la durée d'utilité est définie.

Le poste « Marques » est représentatif des marques acquises et exploitées par le Groupe SYNERGIE.

3.2 Immobilisations corporelles

Les variations incluent les écarts de conversion et s'analysent comme suit :

Valeurs brutes

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
Terrains, constructions, installations techniques	19.369	15	2	19.382
Agencements, mobilier, matériel de bureau & informatique	34.672	3.202	1.217	36.657
TOTAL	54.041	3.217	1.219	56.039
dont immobilisations en location financement	6.708	1.416		8.124

Amortissements

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
Terrains, constructions, installations techniques	1.333	123		1.456
Agencements, mobilier, matériel de bureau & informatique	23.537	2.392	1.066	24.863
TOTAL	24.870	2.515	1.066	26.319
dont immobilisations en location financement	2.780	1.061		3.841

Valeurs nettes

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Terrains, constructions, installations techniques	17.926	18.036
Agencements, mobilier, matériel de bureau & informatique	11.794	11.135
TOTAL	29.720	29.171
dont immobilisations en location financement	4.283	3.929

3.3 Actifs financiers non courants

Les variations des actifs financiers non courants s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
Titres mis en équivalence	89		89	-
Autres titres de participation	45			45
Autres titres immobilisés	52	3		55
Prêts	72		59	13
Autres actifs financiers	35.078	22.910	9.335	48.653
TOTAL	35.336	22.913	9.483	48.766

Au 30 juin 2015, les autres actifs financiers comprennent principalement la créance CICE 2014 actualisée et non imputable sur l'impôt société 2015, soit 27.031K€ et dont la cession n'a pas été entérinée, ainsi que la créance CICE 2015 en germe, non imputable sur l'impôt société 2015.

Les dépôts de garantie sur les loyers commerciaux sont également compris.

3.4 Créances clients

Les créances clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Clients	426.112	394.582
Factures à établir	13.502	9.864
Provision pour dépréciation	(20.315)	(18.113)
TOTAL	419.299	386.333

La valeur actuelle des créances clients est égale à leur valeur nette.

3.5 Autres créances

Les autres créances s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Personnel et comptes rattachés	1.446	427
Organismes sociaux	9.162	10.057
Impôts sur les bénéfices	3.274	3.215
Autres impôts et taxes	3.211	4.186
Débiteurs divers	4.709	3.830
Charges constatées d'avance	4.425	3.594
Total autres créances valeur brute	26.226	25.310
Provision pour dépréciation	(1.214)	(1.214)
Total autres créances valeur nette	25.012	24.095

Le poste « Impôts sur le bénéfice » comprend essentiellement la part à moins d'un an de la créance CICE 2014 imputable sur l'impôt société 2015.

3.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Valeurs mobilières de placement	24.462	43.308
Comptes à terme	12.634	4.218
Autres disponibilités	21.949	19.586
Trésorerie inscrite à l'actif (1)	59.044	67.112

(1) La trésorerie nette est présentée dans la note 3.8.3.

Conformément à la norme IAS 7, les OPCVM (24,5M€) et les dépôts et comptes à terme (12,6M€) ont été classés en trésorerie et équivalents de trésorerie du fait de leur liquidité (possibilité de les céder à tout moment) et de l'absence de risque de perte.

Ils sont évalués à la juste valeur à la clôture de l'exercice.

3.7 Capitaux propres

3.7.1 Capital social

Le capital social au 30 juin 2015 est composé de 24 362 000 actions au nominal de 5 euros, et s'élève à 121 810 000 euros.

Les actions bénéficient d'un droit de vote double lorsqu'elles sont maintenues au nominatif pendant deux ans au moins.

3.7.2 Actions propres

L'animation du titre est confiée à un prestataire de services, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers « AMAFI », reconnue par l'AMF.

Au 30 juin 2015, SYNERGIE détient deux catégories d'actions propres :

- celles acquises dans le cadre du contrat de liquidité (8 879 actions soit 0,04 % du capital) ;
- celles acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions propres tel qu'approuvé par l'Assemblée Générale du 17 juin 2015 (352 463 actions, soit 1,45% du capital).

Les ventes du premier semestre ont dégagé une plus-value de 47K€ inscrite dans les réserves.

3.7.3 Affectation du résultat 2015

L'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2015 (3^{ème} résolution) a approuvé la distribution de dividendes proposée, soit 9.745K€, les actions propres détenues au jour de la mise en paiement ne donnant toutefois pas droit au paiement de celui-ci. Il en a résulté une distribution effective de 9.600K€.

3.8 Passifs financiers

3.8.1 Dettes financières non courantes

En milliers d'euros	Montants		1 an << 5 ans		> 5 ans	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Emprunts et dettes financières						
Etablissements de crédit	8.485	8.707	4.674	4.377	3.811	4.330
Location financement	2.272	2.327	2.272	2.327		
Emprunts et dettes financières divers	14	14	14	14		
TOTAL	10.771	11.048	6.960	6.718	3.811	4.330

3.8.2 Emprunts et dettes financières courantes

En milliers d'euros	Montants	
	30/06/2015	31/12/2014
Emprunts et dettes financières		
Etablissements de crédit	1.099	1.087
Location financement	2.188	1.738
Emprunts et dettes financières divers	13	29
TOTAL	3.300	2.854

3.8.3 Concours bancaires courants et trésorerie nette

En milliers d'euros	Montants		
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
Concours bancaires courants			
Concours bancaires	24.903	25.707	21.019
Intérêts courus	41	35	36
Total	24.944	25.743	21.055
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59.045	67.112	21.779
Trésorerie nette	34.101	41.370	724

La trésorerie nette de tout endettement s'élève à 20.030K€ soit 50.750K€ en intégrant le CICE 2014 mobilisable.

3.8.4 Engagements financiers hors bilan

Covenants bancaires

Le Groupe SYNERGIE n'est plus soumis à des covenants bancaires depuis le dénouement des derniers emprunts moyen terme en octobre 2013.

Effets escomptés non échus

Il n'y a pas d'effets escomptés non échus au 30 juin 2015.

3.9 Provisions

3.9.1 Provisions et dettes pour avantages du personnel

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014	variation
Indemnités de départ en retraite France	2.913	2.758	155
Indemnités de départ en retraite Allemagne	326	326	0
Prime de fin de contrat Italie	198	198	0
Total provisions pour avantage au personnel	3.437	3.282	155
Participation des salariés + 1an	1.623	2.441	(818)
TOTAL	5.061	5.723	(662)

3.9.2 Provisions pour risques et charges courantes

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	30/06/2015
Provisions pour litiges	812	93	135	769
Autres provisions risques	744	73	43	774
Total provisions risques	1.556	166	179	1.543
Autres provisions charges	35	1	32	4
TOTAL	1.591	167	211	1.547

3.10 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Fournisseurs	5.098	5.299
Factures à recevoir	5.742	6.119
TOTAL	10.840	11.418

3.11 Autres passifs courants

Les autres dettes et comptes de régularisation s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Dettes fiscales et sociales	311.886	292.237
Engagements de rachats minoritaires	1.664	1.664
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	120	146
Autres dettes, clients créditeurs et avoir à établir	9.790	5.619
Produits constatés d'avance	14	4
TOTAL	323.475	299.671

Des engagements de rachat des minoritaires ont été constatés en dettes sur immobilisations pour 1.664K€, avec comme contrepartie le poste intérêts minoritaires, la différence augmentant les écarts d'acquisition, dans la mesure où ces engagements sont relatifs à des regroupements d'entreprises réalisés avant 2011.

COMPTE DE RESULTAT ET INFORMATION SECTORIELLE

NOTE
4.

4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué exclusivement des facturations liées aux prestations de Gestion des Ressources Humaines. Il inclut au 30 juin 2015 des facturations hors Travail Temporaire (placement de salariés permanents, outsourcing, formation ...) à hauteur de 12.967K€, soit 1,5 % du chiffre d'affaires consolidé. Ces activités, en cours de développement dans le Groupe, restent cependant en l'état non significatives, et ne constituent pas un secteur d'activité distinct.

4.2 Information sectorielle

Eléments de compte de résultat

En milliers d'euros	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel courant	
	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014
France	443.581	433.892	27.717	25.274
Belgique	94.834	82.737	5.447	3.345
Autres Europe Nord et Est	125.160	113.852	1.583	2.565
Italie	102.967	83.082	2.921	1.717
Espagne, Portugal	75.421	65.251	1.205	765
Canada, Australie	17.049	15.054	(13)	326
TOTAL	859.012	793.868	38.860	33.992

Le résultat opérationnel courant est présenté avant amortissement et dépréciation des incorporels.

La France est elle-même ventilée en 4 régions (1) : Région 1 : Bourgogne, Rhône-Alpes, Paca
Région 2 : Aquitaine, Midi Pyrénées
Région 3 : Bretagne, Normandie, Nord, Est
Région 4 : Ile de France, Centre

En milliers d'euros	Amortissements		Dépréciations	
	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014
France	1.317	1.084	223	887
Belgique	638	575	(122)	10
Autres Europe Nord et Est	1.116	1.321	217	256
Italie	97	83	1.273	529
Espagne, Portugal	306	301	450	429
Canada, Australie	122	87	65	18
TOTAL	3.596	3.451	2.106	2.129

Soit pour la France :

En milliers d'euros	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel courant	
	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014
Région 1	109.409	102.887	4.307	3.691
Région 2	107.975	105.436	5.491	5.009
Région 3	149.224	148.820	7.270	7.228
Région 4	77.768	76.022	2.947	2.555
Non affecté	(795)	727	7.702	6.791
TOTAL	443.581	433.892	27.717	25.274

En milliers d'euros	Amortissements		Dépréciations	
	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014
Région 1	118	129	-	6
Région 2	74	80	-	4
Région 3	125	131	1	3
Région 4	129	186	3	-
Non affecté	871	558	219	874
TOTAL	1.317	1.084	223	887

4.3 Charges de Personnel

En milliers d'euros	30/06/2015	30/06/2014
Salaires et traitements	612.972	563.391
Charges sociales	158.817	151.588
Transferts de charges	(4.415)	(3.595)
TOTAL	767.373	711.384

L'effectif moyen s'élève à 48.768 salariés au cours du premier semestre 2015, dont 46.362 intérimaires et 2.406 salariés permanents.

4.4 Résultat financier

En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Produits sur valeurs mobilières	12	17
Revenus sur créances	296	238
Produits financiers	308	255
Intérêts location financement	(108)	(140)
Agios bancaires et divers	(511)	(593)
Intérêts sur emprunts	(137)	(115)
Intérêts participation des salariés	(21)	(55)
Coût de l'endettement financier brut	(777)	(903)
Coût de l'endettement financier net	(469)	(648)
Ecart de conversion	1.852	693
Autres produits et charges	2	2
Autres produits et charges financiers	1.854	696
TOTAL	1.385	47

Les postes d'autres produits et charges financiers sont principalement impactés de l'effet des variations du cours des devises et en particulier de la livre sterling.

IMPÔTS

NOTE
5

5.1 Charge d'impôt

La charge d'impôt de 13.071K€ inscrite au compte de résultat se ventile comme suit :

Impôt sur les bénéfices	7.065
Impôts différés	-353
Total Impôt sur les bénéfices	6.712
C V A E (filiales françaises)	6.003
IRAP (Italie)	355
Total charge d'impôt	13.071

5.2 Variation de la situation fiscale différée

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Actif fiscal différé créé au titre de :		
Déficits fiscaux reportables	243	169
Décalages temporaires	1.516	2.108
Total fiscal différé	1.759	2.277
Passif fiscal différé	3.884	4.067
TOTAL	(2.125)	(1.790)

Dans un souci de prudence, certains déficits fiscaux reportables au taux de droit commun n'ont pas été retenus. L'économie d'impôt correspondante se serait élevée à 1.360K€, dont 330K€ au titre du 1^{er} semestre 2015.

Les déficits fiscaux activés, qui s'élèvent à 243K€, ont pour horizon respectif :

En milliers d'euros	2015	2016	Total
Synergie Services (Belgique)	10		10
Synergie Luxembourg	84	25	109
Autres	124		124
TOTAL	218	25	243

Les impôts différés passifs d'un montant total de 3.884€ concernent essentiellement les marques et clientèles nettes des amortissements pratiqués depuis l'acquisition (2.390K€) et les amortissements dérogatoires (1.055K€).

5.3 Preuve d'impôt

L'écart entre le montant de l'impôt sur le bénéfice, calculé au taux de l'impôt en vigueur en France et le montant effectif d'impôt s'explique comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2015
Résultat avant charge d'impôt	39.126
Résultat avant impôt après CVAE, Irap	32.768
Taux d'impôt en vigueur en France	38%
Impôt théorique	12.452
Cice	(6.356)
Déficits non activés	330
Contribution exceptionnelle revenus distribués	288
Ecritures de consolidation sans fiscalité et divers	(1)
Total impôt sur les bénéfices (note 5.1)	6.712

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

NOTE
6

La variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	Variation	
	30/06/2015	31/12/2014
Clients	(32.966)	(9.690)
Autres créances	(917)	539
Augmentation actif circulant	(33.883)	(9.151)
Provisions pour risques et charges	(43)	260
Fournisseurs	(578)	(469)
Dettes fiscales et sociales	18.750	12.391
Autres dettes	4.395	1.475
Augmentation du passif exigible	22.524	13.657
Variation du BFR	(11.359)	4.506

AUTRES INFORMATIONS

NOTE
7

PARTIES LIEES

Au cours du premier semestre 2015, les relations entre le Groupe SYNERGIE et les parties liées sont restées comparables à celles de l'exercice 2014 et donc peu significatives.

NOTE
8

ENGAGEMENTS ET PASSIFS EVENTUELS

7.1 Engagements reçus et actifs éventuels

Les banques ont garanti SYNERGIE et certaines de ses filiales de travail temporaire vis-à-vis de leurs clients pour 67.907K€ en France et 16.612K€ pour les filiales étrangères au 30 juin 2015.

A compter du 1^{er} juillet 2015, date de renouvellement des cautions en France, BNP PARIBAS a octroyé des cautions à hauteur de 71.617K€ dont 49.186K€ contre-garantis par le *pool* bancaire de SYNERGIE.

7.2 Engagements donnés et passifs éventuels

Les indemnités de départ en retraite et autres avantages accordés au personnel sont provisionnées (Note 3.9.1).

Il n'existe aucun autre engagement susceptible d'affecter de façon significative l'appréciation des comptes consolidés.

NOTE
9

EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2015

Aucun événement significatif susceptible de remettre en cause les comptes au 30 juin 2015 n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés, présentés dans le rapport financier semestriel, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, du résultat de SYNERGIE et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

Le rapport semestriel d'activité présente ainsi un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Paris, le 9 septembre 2015

Daniel AUGEREAU

Président Directeur Général

JM AUDIT ET CONSEILS
19 RUE DE VIGNON
75008 PARIS

FIGESTOR
4-14 RUE FERRUS
75014 PARIS

SYNERGIE

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
30 juin 2015**

SYNERGIE
Société Anonyme au capital de 121 810 000 Euros
11, avenue du Colonel Bonnet
75016 – PARIS

Ce rapport contient 3 pages

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Synergie, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Synergie

*Rapport des Commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle*

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 10 septembre 2015

*Les commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie de Paris*

JM AUDIT ET CONSEILS

FIGESTOR

Abdoullah LALA

Pierre LAOT

Laurent GUEZ